

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

### **GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE**

« Moulin Neuf »  
58170 Fléty

Références : 240044  
Code AIOT : 0005400376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté au lieu-dit « Moulin Neuf » - 58170 Fléty. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Moulin Neuf » - 58170 Fléty
- Code AIOT : 0005400376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Fléty dite de « Moulin Neuf » est une carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral depuis 1994.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Clôtures et barrières
- Eaux
- Poussières
- Bruit
- Conception et aménagement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 27	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 15	Sans objet
5	Contrôle des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 25	Sans objet
6	Prévention de pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 26	Sans objet
8	Prévention des nuisances par les bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré au cours de la visite une bonne maîtrise de ses installations. Cependant, des améliorations et explications sont à apporter :

- au niveau de la signalisation des zones de danger en périphérie du site ;
- au niveau des compteurs à ailettes à remplacer par des équipements plus précis ;
- la mise à jour des points de rejets issus du site vers le milieu naturel ;
- l'exploitant devra produire à l'inspection des installations classées ses réflexions et actions permettant une meilleure maîtrise des émissions de poussières de ses installations ;
- l'exploitant devra fournir des éléments justificatifs quant au non transfert de l'installation de concassage primaire en fond de fouille.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôtures et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b> Le périmètre de la carrière doit être ceinturé par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
<b>Constats :</b> Le périmètre de la carrière est partiellement clôturé ; une partie est dotée d'un merlon enfriché difficilement franchissable. L'exploitant devra mettre en place des panneaux de danger et d'interdiction de pénétrer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Accès à la voirie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès à la voirie
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises afin d'assurer le nettoyage des roues des véhicules sortant de la carrière et pallier l'épandage de boue sur la chaussée publique (mise en place d'un dispositif débourbeur, lavage, revêtement d'une partie de la piste d'accès, aire de décroûtage des boues,...). [...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de dispositifs de nettoyage des roues des camions et engins ; la voirie est partiellement enrobée et permet le « décrochage » des roues des véhicules. Une balayeuse procède à des passages réguliers pour nettoyer la voirie enrobée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.1

**Thème(s) :** Autre, Limitation des consommations

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvements d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs.

Toutes les installations de lavage des matériaux fonctionnent en circuit fermé et sont alimentées à partir des eaux pluviales récupérées en fond de carrière.

D'une manière générale, l'exploitant recherche par tous les moyens possibles et notamment, à l'occasion des remplacements des matériels et de réfections des installations, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué lors de la visite que 3 compteurs à ailettes sont présents, mais que ceux-ci se bloquent souvent. Un relevé mensuel de ces compteurs est réalisé. L'ensemble des installations de lavage fonctionne en circuit fermé et est alimenté par les eaux pluviales pompées en fond de carrière.

**Observations :**

**L'exploitant devra réfléchir au remplacement des compteurs à ailettes de manière à pallier au blocage de ceux-ci et ainsi permettre une meilleure représentativité des volumes d'eau prélevés.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 22.3

**Thème(s) :** Autre, Points de rejets

**Prescription contrôlée :**

Identification :

Il n'existe qu'un seul point de rejet dans le milieu naturel, situé au sud de la plate-forme recevant les installations de traitement et de stockage des matériaux.

Seule une partie des eaux pluviales et eaux d'exhaure non souillées (EP), recueillies sur la carrière est pompée et rejetée temporairement par cet ouvrage à raison d'un débit maximum de 120 m<sup>3</sup>/jour.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il existe 4 points de rejet des eaux dans le milieu naturel. Il devra préciser l'origine des eaux pour chaque rejet et le milieu récepteur. Il devra également mettre en place des ouvrages d'évacuation permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs du rejet considéré et un appareillage de mesure du débit.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Contrôle des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède périodiquement, à ses frais, au contrôle des eaux rejetées dans le milieu naturel [...]. La fréquence de ce contrôle est semestrielle. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant procède au contrôle semestriel des 4 rejets d'eaux du site. L'ensemble des résultats des 2 campagnes de 2022 est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Prévention de pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transport des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les pistes empruntées par les engins sont aménagées, entretenues en bon état et arrosées régulièrement en période sèche.
<b>Constats :</b> Les pistes sont arrosées en cas de besoin pour éviter l'envol de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : - le capotage complet des convoyeurs et des cribles est réalisé ; - les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux et aux points de chute des convoyeurs sont traitées par pulvérisation d'eau, le fonctionnement des installations étant asservi aux dispositifs de pulvérisation ; - la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 4 mètres ; - la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée et traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué lors de la visite que les installations de traitement des matériaux sont sous bâtiments, à l'exception de l'installation de traitement primaire qui n'est pas capotée.

En parallèle, les zones de tir sont préalablement arrosées la veille du tir pour éviter les envols de poussières. Des points d'aspersion sont situés en sortie du broyeur, et un dépoussiéreur pneumatique au niveau du cribleur. L'exploitant travaille sur plusieurs solutions pour abattre les poussières au maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Prévention des nuisances par les bruits et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : - 65 dB(A) de 6:30 à 21:30 sauf dimanche et jours fériés, avec une émergence de 5 dB(A); - 55 dB(A) de 21:30 à 6:30 ainsi que dimanche et jours fériés, avec une émergence de 3 dB(A). [...]
<b>Constats :</b> Les mesures réalisées le 23/05/2023 ont montré des résultats conformes aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Conception et aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/1998, article 29.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Le poste de concassage primaire est transféré en fond de fouille à un niveau sensiblement voisin de la côte 215 NGF au plus tard le 17 mars 2010 (modifié par arrêté préfectoral du 9 décembre 1999). [...]
<b>Constats :</b> Le transfert du poste de concassage primaire en fond de fouille n'a pas été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois